Burundi:: l'armée en grave "crise", met en garde le ministre de la Défense

@rib News, 24/03/2010 â€“ Source AFPL l'armée burundaise connaît une grave crise qui pourrait précipiter le Burundi "dans le gouffre", a mis en garde mardi soir le ministre de la Défense de ce pays, le lieutenant général Germain Niyoyankana, s'inquiétant des risques de dérapage à deux mois des élections générales. "Il se passe quelque chose d'inhabituel. (...) Depuis que j'ai commencé ma carrière dans l'armée il y a 34 ans, nous n'avons jamais connu de crise qui semble durer aussi longtemps alors que le pays traverse une période cruciale", a déclaré à la presse le lieutenant général Niyoyankana. "Si cette crise perdure, cela peut précipiter ce pays dans le gouffre", a-t-il souligné, s'exprimant en kirundi (langue nationale).

Le ministre de la Défense a fait cette déclaration mardi, alors que s'ouvrait devant le Conseil de guerre à Bujumbura le procès de 18 soldats poursuivis officiellement pour "complot militaire" et arrêtés pour "déstabilisation des institutions" en janvier. Ce procès se déroule dans un contexte de malaise persistant au sein de l'armée et de la police. Depuis décembre 2009, au moins six sous-officiers ont été arrêtés et huit autres militaires renvoyés de l'armée, soupçonnés d'avoir appelé par tracts les soldats à la révolte. En février, un soldat avait été tué, deux personnes dont un civil blessés au cours d'une fusillade déclenchée par des soldats dans un camp militaire de Bujumbura. "Samedi soir, un inconnu a tiré des rafales en direction de la présidence et de la 2e vice-présidence", a reconnu le ministre, y voyant l'action d'"un ennemi de la paix". Fin novembre, des tracts distribués dans plusieurs provinces par des sous-officiers, soldats et policiers, accusaient leurs hiérarchies de favoriser les officiers et de priver sans justification de l'argent des soldes des forces de sécurité. Ils leur reprochaient également d'avoir chassé les veuves de guerre des camps militaires, promettant des récompenses sanglantes. "Il y a certaines incohérences dans la loi qui nous gêne jusqu'ici", a reconnu le ministre, à propos des textes régissant les conditions matérielles des militaires, notamment sur les questions de salaire, de retraite et de conditions de vie. "Dès demain (mercredi), la commission de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale va étudier (...) un nouveau texte qui va répondre aux difficultés évoquées et va nous aider à dissiper tous les malentendus", a assuré le lieutenant général Niyoyankana. Le ministre de la Défense a appelé "tous les partis politiques burundais, le parti au pouvoir et ceux qui se réclament de l'opposition, à faire preuve de responsabilité". "Depuis plusieurs mois, nous observons des affrontements entre groupes de jeunes affiliés à ces partis. Cela devrait cesser", a lancé le ministre. "Le Burundi approche d'une échéance électorale capitale (...) Je lance un cri d'alarme car c'est la responsabilité des hommes politiques qui est engagée et cette agitation de la jeunesse (des partis) peut être une source d'insécurité qui peut avoir des prolongements que personne ne peut contrôler", a-t-il prévenu. Le Burundi tente de sortir depuis 2006 de 13 ans de guerre civile déclenchée par l'assassinat du premier président démocratiquement élu, le Hutu Melchior Ndadaye, lors d'une tentative de coup d'Etat de l'armée, alors dominée par la minorité tutsi. Le Burundi est dirigé par un pouvoir élu, issu de l'ex-rébellion hutu du CNDD-FDD. L'armée (28.000 hommes) et la police (18.000) sont composées à parité entre les deux principales ethnies. Des élections générales, dont une présidentielle et des législatives, sont prévues à partir de mai: un test pour la fragile paix retrouvée avec le soutien de la communauté internationale.